nombre de dissertations remarquables, insérées dans les *Philosophical transactions* et dans les *Mémoires* de la Société chimique de Londres, on a de lui des *Éléments de chimie* (Londres, 1805, 2 vol., nouv. édit.), qui sont aujourd'hui l'ouvrage classique sur cette science le plus répandu en Angleterre. La traduction allemande, par Otto, a atteint, en 1857, sa troisième édition.

GRAHAM, duc de MONTROSE, un des plus intrépides défenseurs de Charles Ier. V. MONTROSE.

GRAHAM (mistress Catherine), femme de lettres anglaise. V. MACAULAY.

GRAHAM (Marie), femme de lettres anglaise. V. CALCOTT.

GRAHAME (Jacques), poëte écossais, né à Glascow en 1765, mort dans cette ville en 1811. Il suivit pendant quelques années la carrière du barreau, puis entra dans les ordres et obtint la direction d'une paroisse près de Durham. Il a laissé des poésies, pour la plupart descriptives, d'un caractère moral et religieux, d'un style naturel, concis et souvent gracieux. On a de lui : le *Dimanche* (1804); les *Oiseaux d'Ecosse* (1806); *Marie Stuart*, poëme dramatique, les *Georgiques anglaises* (1810, in-4°), où l'on trouve des peintures exactes.

GRAHAMIE s. f. (gra-a-mi — de *Graham*, bot. angl.). Bot. Genre de plantes, de la famille des portulacées, tribu des calandrinées, dont l'espèce type croît au Chili.

GRAHAM'S-TOWN, ville de l'Afrique australe, dans la colonie anglaise du Cap de Bonne-Espérance, district d'Albany, à 35 kilom. N.-O. de Bathurst; 6,000 hab. Résidence du lieutenant gouverneur des districts de l'E. de la colonie.

GRAHN (Lucile), danseuse, née à Copenhague le 30 juin 1821, fille d'un ancien officier. Elle suivit à l'École royale de danse en 1828. En 1835, grande et douée d'une beauté idéale et fantastique, comme la poésie du Nord, elle débuta dans un pas de la *Gazelle de Portici*, et obtint un succès d'enthousiasme qui se continua dans le ballet : les *Cinq sens*, composé à son intention. Elle crée ensuite le rôle d'*Astride de Waldemar*, dans un ouvrage emprunté aux chroniques de sa patrie, et parut dans le suave et mélancolique personnage de la Marguerite de Gauthe, après avoir pris les leçons du danseur Barrez. Lucile Grahn débuta à notre grand Opéra, le 12 juillet 1839, dans le *Don Juan*, de Mozart, où un pas avait été intercalé à son intention. La beauté et le talent de la nouvelle venue excitèrent des bravos enthousiastes. Elle donna ensuite, dans la *Somnambule*, des pas qui sont restés dans la mémoire des habitués; mais Marie Taglioni régnait alors, et, malgré l'engagement qui suivit ses débuts, Lucile Grahn finit par abandonner le voisinage d'une si redoutable rivale; elle voyagea alors à l'étranger. En 1845, elle figurait dans le fameux pas de quatre dansé au théâtre de la Reine, en compagnie de Taglioni, de Cerrito et de Carlotta Grisi; elle donna aussi des représentations en Italie. Après avoir amassé une très-belle fortune, Lucile Grahn se retira de la scène, en pleine jeunesse et en plein succès.

GRAIE s. f. (grè). Ornith. Nom vulgaire du freux.

GRAIER ou **GRAYER** s. m. (grè-ié). Sylvic. Ancien officier des eaux et forêts.

GRAIGUENAMANAGH, ville d'Irlande, comté et à 21 kilom. S.-E. de Kilkenny, sur les bords du Barrow qui y devient un beau pont; 2,300 hab. Commerce de bétail important. Ruines d'une abbaye du XIIIe siècle.

GRAILLANT s. m. (gra-llan; *ll* mll.). Ornith. Nom vulgaire de la corbine. || On dit aussi GRAILLART, GRAILLOT et GRAILLE s. f.

GRAILLEMENT s. m. (gra-lle-man; *ll* mll. — rad. *grailler*). Son de voix enroué, qui rappelle le cri de la corneille.

GRAILLER v. n. ou intr. (gra-llé; *ll* mll. — rad. *grailler*). Crier comme la corneille. || Parler d'une voix enrouée, qui rappelle le cri de la corneille.

— Chasse. Sonner du cor d'une certaine façon, pour rappeler les chiens.

GRAILLON s. m. (gra-llon; *ll* mll. — Ce mot vient probablement de l'ancien français *graille* pour *gril*, *grille*. Selon Scheler, c'est une contraction de *grataillon*, ce que l'on gratte au fond de la marmite. *Graillon*, crachat, paraît venir de l'ancien verbe *grailler*, crier comme la corneille, le son enroué qu'on produit en amenant cette excrétion ayant déterminé l'assimilation). Reste, débris d'un repas : *Beaucoup de pauvres gens vivent de* GRAILLONS. (Acad.) || Morceau de graisse dégoûtant. || Goût, odeur de viande brûlée ou de graisse : *Sentir le* GRAILLON.

— Pop. Excrétion épaisse de la poitrine : *Comment ose-t-il chanter avec ces* GRAILLONS *dans le gosier?*

— Techn. Nom donné aux rognures qui tombent d'un bloc de marbre ou de pierre que l'on taille.

— Ornith. Nom vulgaire de la petite chevêche.

GRAILLONNER v. n. ou intr. (gra-llo-né; *ll* mll. — rad. *graillon*). Prendre un goût, une odeur de graillon : *Cette viande* GRAILLONNE.

— Pop. Tousser pour expulser des crachats, des graillons : *Rien de plus dégoûtant que de* GRAILLONNER *sans cesse.*

GRAILLONNEUR, EUSE s. (gra-llo-neur, eu-ze; *ll* mll. — rad. *graillonner*). Celui, celle qui graillonne : *Un* GRAILLONNEUR *insupportable.*

— s. f. Femme qui vend des restes de table ou graillons. || Mauvaise cuisinière.

GRAILLY (Jean DE), dit **le capital de Buch**, capitaine du XIVe siècle, né à Bordeaux d'une très-ancienne famille de Guyenne, mort à Paris en 1377. Ce titre de *capital*, qui signifiait seigneur et que Du Cange dérive de *capitalis*, n'était en usage que pour Buch et Traine. Comme la plupart des seigneurs bordelais, Jean de Grailly était fort attaché au parti anglais. Vaincu à Cocherel par Du Guesclin (1364), il obtint sa liberté l'année suivante en cédant quelques forteresses au roi Charles V, qui, en retour et pour se l'attacher, lui concéda la seigneurie de Nemours. Néanmoins, il ne tarda pas à retourner aux Anglais, qui le nommèrent, en 1371, connétable d'Aquitaine, fut de nouveau fait prisonnier près du château de Soubise (1372), et mourut à la prison du Temple, à Paris, ayant obstinément repoussé cette fois les offres brillantes que Charles lui fit de nouveau pour l'attirer dans son parti.

GRAILLY (Eugène), artiste dramatique français, mort à Paris en 1848. Il débuta sur les théâtres de la province, fut beaucoup aux conseils de Mlle Georges, qui, dans ses tournées départementales, ne pouvait jouer sans l'avoir à ses côtés. Privé de la faculté de la parole à la suite d'une paralysie, il s'y distingua dans un grand nombre de créations, celles, entre autres, du roi dans *Don César de Bazan* (1844), et du général Appiani dans *Marie Caradoc* (1845). Dans *Don César de Bazan*, Grailly revêtait le caractère de son personnage avec une dignité sombre et vraie, une énergie concentrée bien touchante, qui contrastait étrangement avec l'insouciance et la philosophique gaieté de Frédérick-Lemaître, chargé du principal rôle. Quant à l'interprétation du docteur Appiani, il y apportait une science et une correction qui lui firent partager l'immense succès de Mme Dorval, l'héroïque Marie-Jeanne. Cet acteur a également été fort applaudi dans la *Juive de Constantine* (1846). Il se disait le dernier descendant du capital de Buch.

GRAIN s. m. (grain — lat. *granum*, le même que l'irlandais erse *gran*. On ramène généralement ce nom à la racine *gar*, disperser, de sorte que le *grain* serait la chose qui s'éparpille. D'autres prétendent qu'il se rattache à la racine *gar*, prise dans l'acception de manger, de sorte que le *grain* serait ce qui sert à la nourriture. Enfin, il y a une autre racine *gar*, ayant pour initiale un *g* palatal au lieu d'un *g* guttural, et qui se prend dans le sens de broyer et d'être broyé, usé, détruit graduellement. M. Littré dit qu'il n'est pas absolument sûr que *grain*, au sens d'orage, soit le même mot que *grain* de blé; cependant, on peut concevoir que ces orages ait été appelé un *grain* à cause des *grains* de grêle et des gouttes de pluie qu'il amène. Les autres étymologies qu'on en a données s'appuient sur l'anglais *rain*, pluie, ou, d'après Jarn, le hollandais *ram*, furieux, colère). Fruit sec, dur et petit des céréales et de certaines autres plantes : GRAIN *de blé, d'avoine, d'orge, de maïs.* GRAIN *de moutarde.* GRAIN *de millet. Retirer les* GRAINS *d'une cosse de pois. La colombe amollit dans son estomac le* GRAIN *dont elle aura nourrir ses petits.* (J.-J. Rouss.) *C'est peine inutile de labourer un champ, si l'on ne jette pas ensuite du* GRAIN *dans le sillon.* (De d'usieu.)

Un jour un coq détourna
Une perle qu'il donna
Au beau premier lapidaire :
« Je la crois fine, dit-il,
Mais le moindre *grain* de mil
Ferait bien mieux mon affaire. »
LA FONTAINE.

|| Petit fruit à pepins : GRAIN *de raisin.* GRAIN *de grenade, de genièvre.*

— Par anal. Morceau, fragment; petit objet de forme plus ou moins arrondie : *Les* GRAINS *d'un chapelet, d'un collier d'ambre. Un* GRAIN *de sable. Des* GRAINS *d'or. Un* GRAIN *de poudre à canon. Un* GRAIN *de sel. Un* GRAIN *de sucre. Un* GRAIN *de poussière est peut-être aussi respirant, dans le devis de la création, que l'astre qui roule dans les cieux.* (Bouffiers.) *Comment pourrions-nous connaître la nature du soleil, quand nous ignorons celle d'un* GRAIN *de sable?* (B. de St-P.) || Chacune des parties ténues et serrées entre elles qui forment la masse des corps solides et qui paraissent lorsque ces corps ne sont pas polis ou usés : *Le* GRAIN *d'un marbre, d'une pierre, d'un bois. L'acier a le* GRAIN *plus fin, plus serré que le fer.* (Acad.) *La fausse du* GRAIN *de l'argoise augmente en raison de sa situation à de plus grandes profondeurs.* (Buff.) || Chacune des petites éminences très-rapprochées les unes des autres, qui rendent une surface légèrement rugueuse : *Le* GRAIN *du papier. Le* GRAIN *d'une toile, d'une étoffe de soie.*

— Fig. Très-petite quantité : *N'avoir pas un* GRAIN *de bon sens. Un* GRAIN *de sel est nécessaire partout, même dans le style le plus sérieux. Avec un* GRAIN *de foi on transporte les montagnes. Dès que j'ai un* GRAIN *d'amour, je ne manque pas d'y mêler tout ce qu'il y a d'encens dans mon magasin.* (La Fontaine.)

— *Grain de beauté*, Petite tache noire ou brune, ainsi dite parce qu'elle fait paraître la peau plus blanche.

— *Grain de folie*, Quelque peu de folie : *Tous les hommes ont toujours eu un* GRAIN DE FOLIE *mêlé à leur science.* (Volt.) *Quel sage n'a pas un petit* GRAIN DE FOLIE? (E. About.)

Oh! qui, dans l'Italie,
N'a son *grain de folie*?
A. DE MUSSET.

— *A gros grain*, Se dit d'un dévot, d'un chrétien qui ne s'attache pas au détail, qui a, dans sa manière de penser et d'agir, une rondeur, un sans-façon très-éloigné du scrupule : *C'est un catholique à* GROS GRAIN.

— *Séparer l'ivraie d'avec le bon grain*, Distinguer, séparer les méchants des bons ou le mal du bien, dans un langage figuré emprunté à l'Evangile.

— Archit. *Grain d'orge*, Petite cavité pratiquée entre des moulures de menuiserie pour les dégager.

— Techn. Nom donné, dans les ateliers de tissage, à un effet peu prononcé et interrompu, résultant de la composition de l'armure ou du croisement. || *Grain d'orge*, Outil de serrurier et de menuisier.

— Constr. *Grain d'orge*, Petit morceau de bois en forme de prisme, servant à remplir un vide ou une fente d'une pièce de bois. || *Assemblage à grain d'orge*, Assemblage de deux pièces de bois dont l'une est taillée à angle aigu, l'autre à angle rentrant.

— Grav. Effet produit par des tailles diversement croisées entre elles.

— Mar. Coup de vent subit et de peu de durée : *Le* GRAIN *n'a rien de fixe; elle excède rarement un petit nombre de minutes.* (J. Lecomte.) || Nuage qui annonce ce coup de vent : *Le* GRAIN *noir. Grain blanc. Il Temps à grains*, Temps entrecoupé de rafales et de calmes : *Il fit un* TEMPS *à* GRAINS, *et les vents ne varièrent que du nord-ouest au nord-nord-ouest.* (La Pérouse.) || *Veiller au grain*, Dans l'argot maritime, Se tenir sur ses gardes : VEILLONS AU GRAIN, *répétaient-ils; le vent y va du vent du côté des calottes; s'il continue, il pleuvra des averses de coups de poing et de coups de pied.* (E. Sue.)

— Artill. Pièce de métal vissée dans la culasse d'une arme à feu, et dans laquelle est percée la lumière. || Nom donné autrefois à une boulette de poudre fulminante dont on se servait, avant l'invention des capsules, pour amorcer les armes à percussion. On disait aussi BOULE FULMINANTE.

— Typogr. *Grain de la grenouille*, Dé d'acier creux sur lequel tourne l'extrémité du pivot de la presse à bois. *Grain de pivot*, Petit morceau d'acier dont est muni le même pivot.

— Comm. Verroterie de couleur : *Colliers de* GRAINS. || *Gros grain*, Sorte de soie très-forte, que l'on fabrique à Lyon : *Une robe de* GROS GRAIN. || *Cire en grain*, Cire qui, ayant été longtemps remuée sur les toiles, s'est réduite en fragments gros comme des pois. || *Grain d'orge*, ou *Graindorge*, Ancienne étoffe croisée, en laine de qualité ordinaire, qui fut ainsi appelée, suivant quelques-uns, parce que, dans l'origine, on y exécutait des dessins imitant des grains d'orge, et, suivant le plus grand nombre, du nom du fabricant qui la produisit le premier : *Le* GRAIN D'ORGE *était si solide et avait une durée si grande, qu'on l'appelait, dans le langage populaire, amen*, éternel, fort-en-diable, *etc.* (W. Maigne.) || *Drap grain de poudre*, Drap léger, qui a été ainsi appelé parce qu'il présente, tantôt à l'endroit seulement, tantôt à l'endroit et à l'envers à la fois, un moutonnement très-léger, à peine visible à l'œil nu. || *Tout grain*, Sorte de vin de Bourgogne.

— Métrol. Monnaie de Malte, qui valait à peu près 0 fr. 11. || Le plus petit des anciens poids, représentant un vingt-quatrième de scrupule, ou 0gr,053. || *Grain de fin*, Unité d'évaluation du titre de l'or et de l'argent, qui valait $\frac{1}{24}$ du denier, valant lui-même $\frac{1}{12}$ du poids total.

— Méd. Pustule qui se produit sur la peau pendant la variole. || Marque que font les anciens pustule qui se guérissent. || *Maître grain*, ou *Gros grain*, Nom vulgaire de la plus grosse des pustules varioliques. || *Grain de tabac*, Petit calcul que l'on trouve dans la prostate.

— Art vétér. *Grain d'orge*, Maladie qui attaque souvent la membrane cellulaire des porcs engraissés. || *Grain de lépre*, Excroissance que l'on remarque à la gorge des pourceaux ladres.

— Pharm. Préparation de forme globuleuse :

De *grain* je veux tenir boutique,
En donner à tous mes voisins :
Aux parvenus, *grains* d'émétique,
Aux ivrognes *grains* de raisins;
Quelques *grains* d'or à l'alchimiste;
Aux malades, *grains* de santé.

Grains d'ellébore au journaliste,
Et *grains* d'encens à la beauté.

— Econ. rur. *Grains blancs*, Grains des céréales. || *Gros grains*, Froment, méteil et seigle. || *Menus grains*, Grains qu'on sème en mars, comme l'orge, l'avoine, le mil, la vesce, etc. || *Grains ronds*, Nom qu'on donne, dans certains pays, aux semences fourragères. || *Petit grain*, Petite orange tombée avant la maturité; huile extraite des petites oranges tombées dans ces conditions. || *Poulet de grain*, Petits poulets qu'on nourrit de grains.

— Crust. *Grain de millet*, Petite espèce du genre cypris.

— Moll. *Grain d'avoine*, Nom vulgaire d'une petite coquille terrestre du genre maillot. || *Grain de sel*, Nom vulgaire d'une coquille du genre porcelaine. || *Grain d'orge*, Nom vulgaire d'un bulime, le bulime obscur.

— Bot. *Grains des Moluques, ou de Tilly*, Nom vulgaire des graines du croton tiglium. || *Grain de mûre*, Nom vulgaire de la clavaire ponctuée. || *Grains de Zélim*, Syn. de POIVRE D'ETHIOPIE.

— **Syn. Grain, graine.** *Grain* se dit de tout ce qui est en même temps semence et récolte; un *grain* de blé mis en terre produit une plante, et les *grains* de blé sont précisément ce qui est utile pour servir d'aliment à l'homme. *Graine* se dit, au contraire, de toute espèce de semence de chou et de *graine*, qui n'est pas du *grain*, parce que c'est la plante même qui sert de nourriture. *Grain* diffère encore de *graine* en ce qu'il se prend dans un sens plus précis; on dit un *grain*, deux *grains* de moutarde; mais, dans un sens plus général, on dirait de la *graine* de moutarde.

— **Encycl.** Agric. On peut classer les *grains*, au point de vue de la culture, en hivernaux et en marsais; les premiers sont semés en automne, et, par conséquent, occupent le sol durant l'hiver; les autres sont semés au printemps, généralement en mars. Les premiers doivent produire et produisent en effet des plantes moins vigoureuses et des récoltes moins abondantes que les seconds; mais les constituent pas des espèces distinctes. Souvent une variété hivernale peut devenir printanière, et réciproquement, après quelques années de culture suivie. Il paraît établi y en a qui rentrent forcément dans la dernière catégorie, du moins sous certaines latitudes, parce qu'elles ne sauraient supporter les froids rigoureux; mais, ici encore, on peut avoir des variétés hâtives, ne fût-ce que d'une semaine, ce qui serait souvent fort avantageux.

« L'intérêt de l'Etat et de l'agriculture, dit Parmentier, demande qu'on multiplie toutes les variétés de *grains* qui peuvent, en tout temps, parce qu'il peut arriver souvent que dans le nombre il s'en trouve auxquels les localités ne conviennent pas, tandis que d'autres y réussissent parfaitement; de manière que chaque année ils s'accoutument, s'identifient avec le sol et le climat. Quand on dit de ces *grains* que les uns prospèrent dans les terres maigres et les autres dans les terres grasses, il serait plus vrai de dire qu'il est nécessaire de donner aux uns des terres plus fortes qu'aux autres; tous réussissent et sont plus abondants dans les fonds de bonne qualité, et en cela ils suivent la marche ordinaire de la nature. L'introduction de nouveaux blés de mars ne remonte pas à une époque bien ancienne. »

Les *grains* donnent une denrée de la plus haute importance, on ne saurait apporter trop de soins à leur transport et à leur conservation. On doit les cribler avant de les sortir du magasin ou de s'en servir. Les *grains*, ajoute Parmentier, doivent être transportés par eau, il faut que l'endroit où on les déposera, en attendant qu'ils puissent être chargés sur le bateau, soit propre et à l'abri des injures de l'air; on doit encore former un soutrait de claies élevé du fond du bateau et posé sur des cales ou charpente; ces claies sont couvertes avec de la paille seche, afin que l'air circule et entretienne la fraîcheur, on isolera le *grain* sur les côtés du bateau, pour le mettre également à l'abri de l'humidité; on le recouvrira de bannes disposées de manière à faciliter l'écoulement de l'eau pendant la pluie et les orages. »

Il y aurait de grands avantages à renfermer dans des sacs les *grains* destinés à être transportés, sur par eau, soit par terre; les *grains* se trouveraient dans de meilleures conditions, et on éviterait bien des frais de manipulation. Il serait bon aussi que les voitures et les bateaux destinés au transport fussent exactement couverts, et construits de manière qu'on pût leur appliquer la méthode de l'isolement des sacs, et même d'adopter cette méthode dans les ports, les halles et tous les endroits où les *grains* sont mis en réserve, soit comme dépôt, soit comme approvisionnement. Dès que le *grain* est arrivé à sa destination, il faut aussitôt le porter au grenier, le remuer et le cribler à plusieurs reprises, pour le remettre en bon état.

— Administr. et législ. En exposant les motifs de la loi du 15 avril 1832, qui forme le dernier état de la législation sur les *grains* et farines, le ministre du commerce disait :

« La culture des céréales est la plus grande industrie de la France : elle intéresse 4 millions de propriétaires; elle occupe 15 millions de bras; elle met le sol en valeur, elle en tire la substance qui nourrit la population. Elle a droit à toute la sollicitude du gouvernement, à toute la protection des lois. Mais la population a intérêt à ce que cette subsistance, qui lui est indispensable, ne s'élève point à des prix qui dépassent ses facultés. La cherté des *grains*, une disette prolongée peuvent compromettre son existence même. Cet autre intérêt n'est pas moins digne de sollicitude et de protection... Les lois doivent chercher à concilier, à combiner et à lier l'un avec l'autre ces deux grands intérêts. Assurer au producteur un prix de vente suffisant, encourager l'agriculture, activer ses développements, garantir au consommateur des prix modérés, favoriser les arrivages dans les temps de cherté, assurer à l'intérieur une sécurité complète dans tout ce qui concerne le mouvement des subsistances, préserver le commerce et la population de ces brusques secousses dans les cours qui portent la perturbation dans les spéculations commerciales, et qui, en effrayant les esprits, transforment immédiatement en réalités menaçantes des appréhensions souvent chimériques, telle est la tâche que la législation doit s'efforcer de remplir. »

Relativement au commerce extérieur, l'exportation et l'importation des *grains* et farines furent longtemps entièrement libres; néanmoins, un édit de 1764 avait fixé un prix au delà duquel toute exportation de *grains* était prohibée; de plus, afin de favoriser la marine française, le transport des *grains* exportés ne pouvait être effectué que par les navires français.

Tel était l'état de la législation lorsque, par décret du 29 août 1789, l'Assemblée constituante décida la liberté de la vente et de la circulation des *grains* et farines dans toute l'étendue du royaume et prohiba provisoirement l'exportation. Le décret du 18 septembre suivant déclara que l'exportation des *grains* à l'étranger, et toute opposition à la vente ou à la circulation des denrées dans l'intérieur du royaume seraient considérées comme des attentats contre la sûreté publique. Les décrets des 3 octobre 1789, 2 juin et 15 septembre 1790 et 22 octobre 1791 se prononcèrent pour la libre circulation des *grains*.

Dans le préambule de la loi du 22 janvier 1792, l'Assemblée législative rappela les mêmes principes; mais elle s'en écarta le 16 septembre suivant, par une loi qui ordonnait :

1° Que les départements feraient faire, dans chaque commune et chez les marchands ou dépositaires, un recensement général des *grains*.

2° Que, le recensement fait, les départements indiqueraient, par un arrêté, la quantité de *grains* que chaque commune devait porter aux marchés publics, dans la proportion de celle qu'elle possédait.

3° Que, si quelque cultivateur, ou propriétaire, ou marchand de *grains* refusait d'obéir aux arrêtés des départements et aux réquisitions des municipalités à ce égard, ses *grains* seraient confisqués sur-le-champ, et qu'il serait puni d'une amende de 1,000 liv. (Art. 4, 5 et 6).

On reconnut bientôt les inconvénients de ces dispositions. Le 5 décembre suivant, la Convention nationale rendit une loi dont les articles 4, 5, 6, 7 et 8 sont ainsi conçus :

« Art. 4. La liberté la plus entière continuera d'avoir lieu dans le commerce des *grains*, farines et légumes secs, sur tout le territoire de la République; et les lois relatives à la libre circulation dans l'intérieur de la République continueront d'être exécutées.

» Art. 5. Il est enjoint aux corps administratifs et municipaux, aux juges de paix et aux chefs de la force armée, et généralement à tous les citoyens, de donner main-forte à l'exécution de l'article 4 ci-dessus, et d'arrêter ou faire arrêter sur-le-champ quiconque s'opposerait à la libre circulation des subsistances.

» Art. 6. La Convention nationale déclare responsables de toutes pertes, dommages et délits nouvels par le défaut de réquisition ou de secours, les membres composant les corps administratifs, municipaux, juges de paix, chefs de la force armée, ainsi que les communes dans le territoire desquelles les dommages ou délits auront été commis.

» Art. 7. Seront punis de mort ceux qui se seront opposés directement à la circulation des subsistances, ou qui auront provoqué ou dirigé des attroupements; seront punis d'une année de fers ceux qui seront considérés comme des attentants contre la sûreté publique. Les décrets des 3 octobre 1789, 2 juin et 15 septembre 1790 et 22 octobre 1791 se prononceront pour la libre circulation des *grains*.

Dans le préambule de la loi du 23 janvier 1792, l'Assemblée législative rappela les mêmes principes; mais elle s'en écarta le 16 septembre suivant, par une loi qui ordonnait :

1° Que les départements feraient faire, dans chaque commune et chez les marchands ou dépositaires, un recensement général des *grains*.

2° Que, le recensement fait, les départements indiqueraient, par un arrêté, la quantité de *grains* que chaque commune devait porter aux marchés publics, dans la proportion de celle qu'elle possédait.

3° Que, si quelque cultivateur, ou propriétaire, ou marchand de *grains* refusait d'obéir aux arrêtés des départements et aux réquisitions des municipalités à ce égard, ses *grains* seraient confisqués sur-le-champ, et qu'il serait puni d'une amende de 1,000 liv. (Art. 4, 5 et 6).

On reconnut bientôt les inconvénients de ces dispositions. Le 5 décembre suivant, la Convention nationale rendit une loi dont les articles 4, 5, 6, 7 et 8 sont ainsi conçus :

« Art. 4. La liberté la plus entière continuera d'avoir lieu dans le commerce des *grains*, farines et légumes secs, sur tout le territoire de la République; et les lois relatives à la libre circulation dans l'intérieur de la République continueront d'être exécutées.

» Art. 5. Il est enjoint aux corps administratifs et municipaux, aux juges de paix et aux chefs de la force armée, et généralement à tous les citoyens, de donner main-forte à l'exécution de l'article 4 ci-dessus, et d'arrêter ou faire arrêter sur-le-champ quiconque s'opposerait à la libre circulation des subsistances.

» Art. 6. La Convention nationale déclare responsables de toutes pertes, dommages et délits nouvels par le défaut de réquisition ou de secours, les membres composant les corps administratifs, municipaux, juges de paix, chefs de la force armée, ainsi que les communes dans le territoire desquelles les dommages ou délits auront été commis.

» Art. 7. Seront punis de mort ceux qui se seront opposés directement à la circulation des subsistances, ou qui auront provoqué ou dirigé des attroupements; seront punis d'une année de fers ceux qui seront considérés comme des attentants dirigés contre la libre circulation.

» Art. 8. Les dispositions de la loi du 16 septembre sont abrogées. »

Malheureusement ces dispositions sévères, mais sages, ne furent pas longtemps maintenues. Le 4 mai 1793, la Convention nationale édictait une loi qui, renouvelant celle du 16 septembre 1792, y ajoutait, entre autres choses, que les *grains* ou farines ne pourraient être vendus que dans les marchés publics, et que tout citoyen qui voudrait faire le commerce des denrées serait tenu d'en faire la déclaration à la municipalité de son domicile; il devait lui être délivré un extrait qu'il était tenu d'exhiber dans tous les endroits où il faisait ses achats.

« La culture des céréales est la plus grande industrie de la France : elle intéresse 4 millions de propriétaires; elle occupe 15 millions de bras; elle met le sol en valeur, elle en tire la substance qui nourrit la population. Elle a droit à toute la sollicitude du gouvernement, à toute la protection des lois. Mais la population a intérêt à ce que cette subsistance, qui lui est indispensable, ne s'élève point à des prix qui dépassent ses facultés. La cherté des *grains*, une disette prolongée peuvent compromettre son existence même. Cet autre intérêt n'est pas moins digne de sollicitude et de protection... Les lois doivent chercher à concilier, à combiner et à lier l'un avec l'autre ces deux grands intérêts. Assurer au producteur un prix de vente suffisant, encourager l'agriculture, activer ses développements, garantir au consommateur des prix modérés, favoriser les arrivages dans les temps de cherté, assurer à l'intérieur une sécurité complète dans tout ce qui concerne le mouvement des subsistances, préserver le commerce et la population de ces brusques secousses dans les cours qui portent la perturbation dans les spéculations commerciales, et qui, en effrayant les esprits, transforment immédiatement en réalités menaçantes des appréhensions souvent chimériques, telle est la tâche que la législation doit s'efforcer de remplir. »

Relativement au commerce extérieur, l'exportation et l'importation des *grains* et farines furent longtemps entièrement libres; néanmoins, un édit de 1764 avait fixé un prix au delà duquel toute exportation de *grains* était prohibée; de plus, afin de favoriser la marine française, le transport des *grains* exportés ne pouvait être effectué que par les navires français.

Tel était l'état de la législation lorsque, par décret du 29 août 1789, l'Assemblée constituante décida la liberté de la vente et de la circulation des *grains* et farines dans toute l'étendue du royaume et prohiba provisoirement l'exportation. Le décret du 18 septembre suivant déclara que l'exportation des *grains* à l'étranger, et toute opposition à la vente ou à la circulation des denrées dans l'intérieur du royaume seraient considérées comme des attentats contre la sûreté publique. Les décrets des 3 octobre 1789, 2 juin et 15 septembre 1790 et 22 octobre 1791 se prononcèrent pour la libre circulation des *grains*.

Dans le préambule de la loi du 22 janvier 1792, l'Assemblée législative rappela les mêmes principes; mais elle s'en écarta le 16 septembre suivant, par une loi qui ordonnait :

1° Que les départements feraient faire, dans chaque commune et chez les marchands ou dépositaires, un recensement général des *grains*.

2° Que, le recensement fait, les départements indiqueraient, par un arrêté, la quantité de *grains* que chaque commune devait porter aux marchés publics, dans la proportion de celle qu'elle possédait.

3° Que, si quelque cultivateur, ou propriétaire, ou marchand de *grains* refusait d'obéir aux arrêtés des départements et aux réquisitions des municipalités à ce égard, ses *grains* seraient confisqués sur-le-champ, et qu'il serait puni d'une amende de 1,000 liv. (Art. 4, 5 et 6).

On reconnut bientôt les inconvénients de ces dispositions. Le 5 décembre suivant, la Convention nationale rendit une loi dont les articles 4, 5, 6, 7 et 8 sont ainsi conçus :

« Art. 4. La liberté la plus entière continuera d'avoir lieu dans le commerce des *grains*, farines et légumes secs, sur tout le territoire de la République; et les lois relatives à la libre circulation dans l'intérieur de la République continueront d'être exécutées.

» Art. 5. Il est enjoint aux corps administratifs et municipaux, aux juges de paix et aux chefs de la force armée, et généralement à tous les citoyens, de donner main-forte à l'exécution de l'article 4 ci-dessus, et d'arrêter ou faire arrêter sur-le-champ quiconque s'opposerait à la libre circulation des subsistances.

» Art. 6. La Convention nationale déclare responsables de toutes pertes, dommages et délits nouvels par le défaut de réquisition ou de secours, les membres composant les corps administratifs, municipaux, juges de paix, chefs de la force armée, ainsi que les communes dans le territoire desquelles les dommages ou délits auront été commis.

» Art. 7. Seront punis de mort ceux qui se seront opposés directement à la circulation des subsistances, ou qui auront provoqué ou dirigé des attroupements; seront punis d'une année de fers ceux qui seront considérés comme des attentants dirigés contre la libre circulation.

» Art. 8. Les dispositions de la loi du 16 septembre sont abrogées. »

Malheureusement ces dispositions sévères, mais sages, ne furent pas longtemps maintenues. Le 4 mai 1793, la Convention nationale édictait une loi qui, renouvelant celle du 16 septembre 1792, y ajoutait, entre autres choses, que les *grains* ou farines ne pourraient être vendus que dans les marchés publics, et que tout citoyen qui voudrait faire le commerce des denrées serait tenu d'en faire la déclaration à la municipalité de son domicile; il devait lui être délivré un extrait qu'il était tenu d'exhiber dans tous les endroits où il faisait ses achats.

« La culture des céréales est la plus grande industrie de la France : elle intéresse 4 millions de propriétaires; elle occupe 15 millions de bras; elle met le sol en valeur, elle en tire la substance qui nourrit la population. Elle a droit à toute la sollicitude du gouvernement, à toute la protection des lois. Mais la population a intérêt à ce que cette subsistance, qui lui est indispensable, ne s'élève point à des prix qui dépassent ses facultés. La cherté des *grains*, une disette prolongée peuvent compromettre son existence même. Cet autre intérêt n'est pas moins digne de sollicitude et de protection... Les lois doivent chercher à concilier, à combiner et à lier l'un avec l'autre ces deux grands intérêts. Assurer au producteur un prix de vente suffisant, encourager l'agriculture, activer ses développements, garantir au consommateur des prix modérés, favoriser les arrivages dans les temps de cherté, assurer à l'intérieur une sécurité complète dans tout ce qui concerne le mouvement des subsistances, préserver le commerce et la population de ces brusques secousses dans les cours qui portent la perturbation dans les spéculations commerciales, et qui, en effrayant les esprits, transforment immédiatement en réalités menaçantes des appréhensions souvent chimériques, telle est la tâche que la législation doit s'efforcer de remplir. »

Relativement au commerce extérieur, l'exportation et l'importation des *grains* et farines furent longtemps entièrement libres; néanmoins, un édit de 1764 avait fixé un prix au delà duquel toute exportation de *grains* était prohibée; de plus, afin de favoriser la marine française, le transport des *grains* exportés ne pouvait être effectué que par les navires français.

Tel était l'état de la législation lorsque, par décret du 29 août 1789, l'Assemblée constituante décida la liberté de la vente et de la circulation des *grains* et farines dans toute l'étendue du royaume et prohiba provisoirement l'exportation. Le décret du 18 septembre suivant déclara que l'exportation des *grains* à l'étranger, et toute opposition à la vente ou à la circulation des denrées dans l'intérieur du royaume seraient considérées comme des attentats contre la sûreté publique. Les décrets des 3 octobre 1789, 2 juin et 15 septembre 1790 et 22 octobre 1791 se prononcèrent pour la libre circulation des *grains*.

Dans le préambule de la loi du 22 janvier 1792, l'Assemblée législative rappela les mêmes principes; mais elle s'en écarta le 16 septembre suivant, par une loi qui ordonnait :

1° Que les départements feraient faire, dans chaque commune et chez les marchands ou dépositaires, un recensement général des *grains*.

2° Que, le recensement fait, les départements indiqueraient, par un arrêté, la quantité de *grains* que chaque commune devait porter aux marchés publics, dans la proportion de celle qu'elle possédait.

3° Que, si quelque cultivateur, ou propriétaire, ou marchand de *grains* refusait d'obéir aux arrêtés des départements et aux réquisitions des municipalités à ce égard, ses *grains* seraient confisqués sur-le-champ, et qu'il serait puni d'une amende de 1,000 liv. (Art. 4, 5 et 6).

On reconnut bientôt les inconvénients de ces dispositions. Le 5 décembre suivant, la Convention nationale rendit une loi dont les articles 4, 5, 6, 7 et 8 sont ainsi conçus :

« Art. 4. La liberté la plus entière continuera d'avoir lieu dans le commerce des *grains*, farines et légumes secs, sur tout le territoire de la République; et les lois relatives à la libre circulation dans l'intérieur de la République continueront d'être exécutées.

» Art. 5. Il est enjoint aux corps administratifs et municipaux, aux juges de paix et aux chefs de la force armée, et généralement à tous les citoyens, de donner main-forte à l'exécution de l'article 4 ci-dessus, et d'arrêter ou faire arrêter sur-le-champ quiconque s'opposerait à la libre circulation des subsistances.

» Art. 6. La Convention nationale déclare responsables de toutes pertes, dommages et délits nouvels par le défaut de réquisition ou de secours, les membres composant les corps administratifs, municipaux, juges de paix, chefs de la force armée, ainsi que les communes dans le territoire desquelles les dommages ou délits auront été commis.

» Art. 7. Seront punis de mort ceux qui se seront opposés directement à la circulation des subsistances, ou qui auront provoqué ou dirigé des attroupements; seront punis d'une année de fers ceux qui seront considérés comme des attentants dirigés contre la libre circulation.

» Art. 8. Les dispositions de la loi du 16 septembre sont abrogées. »

Malheureusement ces dispositions sévères, mais sages, ne furent pas longtemps maintenues. Le 4 mai 1793, la Convention nationale édictait une loi qui, renouvelant celle du 16 septembre 1792, y ajoutait, entre autres choses, que les *grains* ou farines ne pourraient être vendus que dans les marchés publics, et que tout citoyen qui voudrait faire le commerce des denrées serait tenu d'en faire la déclaration à la municipalité de son domicile; il devait lui être délivré un extrait qu'il était tenu d'exhiber dans tous les endroits où il faisait ses achats.

« La culture des céréales est la plus grande industrie de la France : elle intéresse 4 millions de propriétaires; elle occupe 15 millions de bras; elle met le sol en valeur, elle en tire la substance qui nourrit la population. Elle a droit à toute la sollicitude du gouvernement, à toute la protection des lois. Mais la population a intérêt à ce que cette subsistance, qui lui est indispensable, ne s'élève point à des prix qui dépassent ses facultés. La cherté des *grains*,